



L'URGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT :

CE QU'IL RESTERAIT À FAIRE

Avec Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT,
Alain BOINET, Tatiana THIEME et Bertrand
GALLET

Le présent article est issu des échanges qui eurent lieu lors du webinaire "L'urgence et le développement : ce qu'il resterait à faire", organisé par le think tank (Re)sources le 30 Avril 2021.

CONTRIBUTEURS

ALAIN BOINET



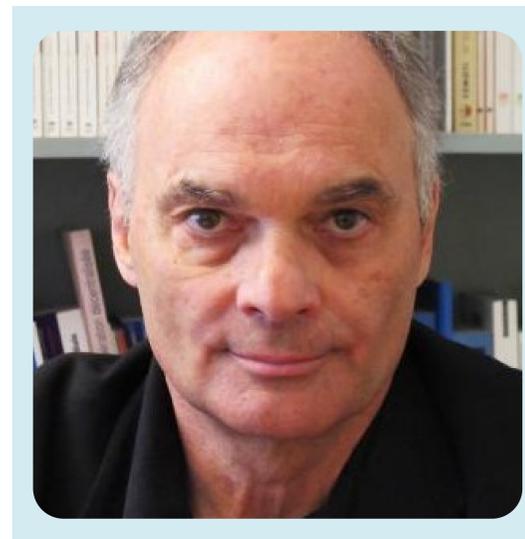
Fondateur de l'ONG
Solidarités International
et du site www.defishumanitaires.com

TATIANA THIEME



Professeure Associée
en Géographie à
University College
London (UCL)

BERTRAND GALLET



Président de ACTED,
Ancien directeur Cités
Unies France, Ancien
parlementaire

PIERRE-FRÉDÉRIC TÉNIÈRE-BUCHOT



Président du
Programme Solidarité
Eau (pS-Eau),
Secrétaire général de
Sciences et devenir de
l'Homme - MURS

POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez le site de (Re)sources : <https://www.thinktank-resources.com/>

Le webinaire est également accessible au format vidéo à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=BZOPtDMAu0w>





Le nexus urgence – développement : de quoi s'agit-il ?

Loin d'opposer le lièvre et la tortue de la fable, c'est de leur complémentarité indispensable qu'il s'agit de traiter ici.

L'action humanitaire se base sur une action rapide de quelques jours à une période relativement limitée. Si celle-ci perdure, elle devient de facto une opération de développement, son caractère humanitaire s'estompant progressivement.

C'est donc une réponse aux personnes en danger qui doit se faire de manière adaptée. Le développement, lui, porte sa maison sur le dos et répond à une logique de négociation : qui finance ? Qui en profite ? Quel est le calendrier ? Il repose sur une opération de longue haleine, sur plusieurs années.

Dans les deux cas, les décideurs, interlocuteurs, acteurs de terrain, les moyens et financements sont différents pour au moins quatre raisons principales :

- Une raison technique : importée par le pays secouru dans le cas de l'urgence, la technique en vue d'un développement est transférée et appropriée par le pays bénéficiaire dans le cas d'un développement toujours accompagné d'une volonté d'autonomie. La technique d'urgence humanitaire fait l'objet d'une communication d'autant plus forte qu'elle forge l'actualité. La technique de développement, étalée sur une longue période, ne retient que l'attention des spécialistes ;
- Une raison financière : l'urgence coûte cher, le développement également mais s'effectue sur plusieurs années. Cela ne donne pas lieu aux mêmes contrôles et surtout procède de décisions très différentes : association de fonds de secours dédiés aux situations catastrophiques naturelles ou conflictuelles, pour ce qui relève de l'urgence ; montages financiers toujours complexes et dont l'équilibre budgétaire est fragile, dans le cas du développement d'infrastructures durables ;
- Une raison organisationnelle : il s'agit de sauver des vies dans le cas de l'urgence. Les équipes de secours et les chantiers qu'elles organisent ont le but principal de santé et de mise en sécurité comme priorité. Pour le développement, le motif de rationalisation des moyens employés devient la norme avec un souci d'efficacité, de pérennité et de formation ;
- Enfin une raison socioéconomique : ce ne sont pas les mêmes personnes qui vont bénéficier des actions d'urgence et de développement. Les demandes exprimées, les liens entre elles et avec ceux qui les aident ou les assistent ne se tissent pas de la même façon. Dans le cas de l'urgence, il s'agit d'aider à résoudre une crise le mieux possible en évitant de l'aggraver, les malheurs ayant souvent tendance à se succéder. Dans le cas du développement, il s'agit de stabiliser une situation pacifique tout en améliorant la sûreté des installations et la satisfaction du public.

Tout est donc différent entre aides d'urgence et opérations de développement et pourtant tout est relié entre elles. Imagine-t-on une aide humanitaire qui une fois accomplie ne serait pas suivie de mesures de reconstruction et de rétablissement d'une situation normale ? Un développement en phase de réussir ne doit-il pas prévoir les moyens de prévention des crises qui pourraient l'interrompre, voire l'annuler définitivement ? Le développement est-il autre chose qu'une urgence continue ? Inversement la résolution d'une crise ne fournit-elle pas l'opportunité d'un nouveau départ ?

Ces interrogations, loin d'être paradoxales, conduisent à considérer l'ensemble des actions d'urgence et de développement comme un nexus, c'est-à-dire un concept global où les liens tissés par la pratique des actions de toute nature, tant urgentes humanitaires que de développement des sociétés, sont plus importants et féconds que ces opérations elles-mêmes considérées séparément.

L'EXEMPLE DE L'EAU

Voici une cause d'urgence humanitaire pour Solidarités International car plus de 2 millions de personnes meurent chaque année d'un manque d'accès à l'eau potable. C'est une catastrophe silencieuse et le passage de l'urgence au développement dans le domaine de l'EAH (eau, assainissement, hygiène) est essentiel, comme dans les autres domaines. En RDC par exemple, Solidarités a apporté une réponse à la fois d'urgence mais aussi structurelle à Béni, avec la construction d'une station de potabilisation de l'eau, en lien avec la municipalité et grâce aux fonds européens et à la participation communautaire de milliers d'habitants. Ceux-ci ont remis leur réalisation aux institutions nationales (REGIDESO (1). Au Burkina Faso, un programme sur la base du nexus avec des partenaires divers (ONEA, GRET, URD, AFD, USAID (2), localités) commence en ce moment, avec un budget de 10 millions d'euros sur 3 ans. La pression démographique, du fait d'importants déplacements de populations, sur ces installations est cependant considérable. Il est donc essentiel que la population soit toujours impliquée dans le projet et dans la réponse à ses propres besoins, qu'il s'agisse d'urgence puis ensuite dans la durée.

(1) Régie de distribution d'eau

(2) ONEA : Office national de l'eau et de l'assainissement | AFD : Agence Française de Développement | USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

De la Croix-Rouge à aujourd'hui : un bref rappel historique, l'histoire et ses acteurs

L'objectif de l'humanitaire est de sauver des vies. L'urgence veut dire guerre, catastrophes ou épidémies, le plus souvent dans des pays pauvres. Le développement se fait dans des pays en paix, avec des Etats et des systèmes de gouvernance reconnus. Dans les pays en guerre, l'Etat est toujours partie prenante du conflit, ce qui change considérablement la donne.

Le lien "urgence - reconstruction - développement" est essentiel quand on sort de la crise et qu'un processus de paix est engagé. Cette transition est longue et compliquée pour passer de l'un à l'autre car une rechute est possible. Les humanitaires ont dû souvent aller plus loin que leur tâche initiale et rester pour mieux répondre aux besoins évolutifs des populations. Généralement, quand on sort de l'urgence, il n'y a pas encore d'acteurs de développement. L'aide humanitaire reste alors pour faire la soudure. De surcroît, certains conflits sont de plus en plus longs et s'étendent à un niveau régional plus vaste.

Cette problématique est née en 1995 à la fin de la guerre en Bosnie Herzégovine. A titre d'exemple, depuis cette époque Solidarités International plaide pour la continuité entre urgence et développement. Elle n'est pas forcément linéaire, la difficulté étant de réussir à coller aux besoins de la population. Ce n'est qu'en 2016 que les Nations Unies ont considéré ce lien comme fondamental et ont ainsi reconnu l'importance du nexus dans une perspective politique. Au passage, ceci pose problème car les ONG ne sont pas des acteurs politiques.

Agir en période de paix, agir en période de guerre, ce n'est pas la même chose. Cependant, le nexus humanitaire-développement se met progressivement en place.

Il en résulte que l'articulation humanitaire - développement est une question qui revient régulièrement.

Pour bien comprendre le contexte, un rappel historique est utile : l'humanitaire a été fondé par Henri Dunant en 1860 avec la Croix Rouge. Après la seconde guerre mondiale débute la période des Nations Unies et la création du HCR en 1951, puis vient la période des ONG qui commence dans les années 1970 avec la création de Médecins Sans Frontière par Bernard Kouchner et la période afghane au cours de laquelle ont été créés Solidarités et ACTED. Ces ONG étaient fondées sur deux idées apparues pendant la guerre froide, agir et témoigner, avec l'appui de deux concepts, le droit d'ingérence et l'idée d'un espace humanitaire symbolique, neutre, apolitique.

Après la guerre froide, les choses ont changé et laissé place à une période très difficile pour l'humanitaire, qui dans les années 70-80 est d'abord financé par des fonds privés, puis par les fonds publics avec la création en 1992 au sein de la Commission Européenne d'une direction dédiée à l'humanitaire, ECHO, en 1992, la Banque Mondiale, les Etats... Tout le monde désormais finance l'humanitaire, ce qui permet de faire le lien avec une quatrième période, dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Toutefois, celle-ci engendre un champ de contraintes inédites qui remet en cause l'humanitaire dans les domaines notamment de la sécurité et également d'une bureaucratiation envahissante peu compatible avec l'urgence.



LE RÔLE DU PRIVÉ POUR LES ACTIONS D'URGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT

“ Il faut noter une très forte évolution depuis une dizaine d'années. La participation des entreprises privées à des actions de développement est une condition d'existence sur le long terme.

Il faut noter une très forte évolution depuis une dizaine d'années. La participation des entreprises privées à des actions de développement est une condition d'existence sur le long terme. Des sociétés se font expulser en Inde, en Asie ou en Afrique car elles ont une vision très centrée, occidentale et propriétaire, de distribution « hexagonale » de dividendes. Récemment cela a beaucoup changé, le profit se partage et c'est une question d'existence sur le long terme. Si on veut gagner la confiance d'un pays, il faut participer à des actions locales de développement, comme des constructions d'écoles à la demande des communautés, ou toute autre sorte d'actions qui viennent accompagner la société locale.

Les grandes entreprises prennent en compte ce genre d'opérations dans la pratique RSE. Si la Responsabilité Sociétale des Entreprises a souvent commencé en tant que vitrine d'exposition éthique, depuis dix ans on peut observer des exemples remarquables d'une véritable volonté de changer la logique interne de l'entreprise. Beaucoup d'entreprises ont essayé de s'ancrer et de comprendre les économies locales, en travaillant notamment sur la notion de service essentiel. Parmi elles, certaines coopèrent avec le secteur informel, par exemple au Kenya. Ces expériences concrètes avec des locaux sont parfois plus utiles que bien des études universitaires plus théoriques. Elles se situent dans un contexte où l'on observe une réelle crise des Etats. Une conséquence est que les gens essaient de se débrouiller au sein d'un secteur informel composé d'individus et de très petites entreprises. Cependant la poussée démographique fait qu'il ne faut pas survaloriser ces systèmes d'entraides.

LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR L'URGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT

La mise en valeur des collectivités locales est un travail immense auprès des bailleurs car il faut passer par les institutions internationales, qui n'acceptent pas facilement de prêter aux collectivités locales. Or certains Etats sont devenus « liquides », sans consistance.

C'est à l'échelon local que les prêts devraient être considérés. La gouvernance locale est une des grandes réponses au développement, tant dans les pays développés qui aident que dans les pays en développement qui en bénéficient. En matière de partenariat avec les collectivités locales, le bon exemple est celui de la loi Oudin-Santini (dans le domaine de l'eau et de l'assainissement), avec les 1% pour la solidarité internationale (<https://www.pseau.org/fr/1pourcent>) ce qui finit par faire des sommes intéressantes en cofinancement et précieuses en sortie de crise.

Il y a dans les domaines de l'aide internationale un écosystème de la diversité. Les initiatives sont complémentaires en répondant à des besoins différents. Leur maillage est important et trouve sa place à l'échelle des collectivités, municipalités, agglomérations plus grandes, régions. Dans le cas de l'urgence, on observe que le premier niveau d'entraide est la solidarité de proximité avec son rôle humanitaire de soutien, première réponse d'un mécanisme naturel, humain. La complémentarité est recherchée avec les actions de développement initiées par les collectivités pour la santé, l'énergie, l'eau, l'assainissement, les déchets et autres services essentiels. Un exemple chez Solidarités International est d'utiliser le programme RMM (Rapid Response Mechanism), qui est une évaluation des besoins de la population suivie par une mise à disposition de l'ensemble des acteurs présents pour coordonner avec eux qui peut le mieux y répondre. Un autre exemple est le Cash Transfer, un rendez-vous organisé entre populations déplacées et commerçants. Grâce aux applications mobiles, maintenant disponibles, et au moyen de bons qui leur sont distribués, les populations peuvent acheter aux commerçants locaux. Les changements observés sont considérables en établissant un modèle économique majeur car il permet de faire fonctionner l'économie locale.



Filles buvant de l'eau. Bamako, Mali



Perseverare diabolicum ? Ce qu'il faudrait commencer à éviter

Le contexte historique et géopolitique du développement qui vient d'être évoqué se base sur une logique de modernisation (modèle de Rostow) ou de reconstruction après une guerre.

Cela implique urbanisation, consommation, industrialisation, prospérité pour tous. Ce discours est euro-centrique et américano-centrique. Dans les pays du Sud, cette urbanisation s'est faite de façon plus intense et spontanée et durant une période assez courte. Basculer directement au Sud un modèle du Nord qui ne lui est pas obligatoirement adapté est probablement une mauvaise idée.

L'époque de la Guerre froide entre l'Est et l'Ouest a laissé des traces idéologiques qui pourraient à la longue s'estomper. Ainsi l'effort des grandes puissances démocratiques du Nord consistait à essayer d'éviter que les pays, dits à l'époque constituer le « Tiers Monde », ne viennent rejoindre le pouvoir socialiste et communiste. Le projet humanitaire de cette période était alors ancré par une motivation économique et géopolitique importante.

Le résultat fut très varié : cela marcha bien pour les « Tigers » dans les années 80, puis en Inde, au Brésil, au Mexique etc. Cela fut moins glorieux en Afrique où il y avait un contexte très différent, à savoir une urbanisation sans industrialisation. S'y ajoutaient toute la diversité d'une histoire politique africaine coloniale et post-coloniale, des aspects culturels contrastés et des périodes plus instables que d'autres qui traduisaient une difficulté d'adaptation à une situation d'après- Guerre froide inédite.

Il faut reconnaître que parmi les acteurs de développement, humanitaire et politique, il y eut une tendance à se focaliser sur ce qui manquait et non sur ce qui fonctionnait. C'était par exemple le cas en matière de faiblesses de l'Etat, des salaires, des impôts... Vouloir réformer tout cela se fit en vain au détriment d'essayer de comprendre des logiques culturelles et économiques plus efficaces. A ce constat s'est développée depuis une vingtaine d'années l'apparition de nouveaux acteurs de développement et humanitaires. C'est notamment le rôle vital des diasporas (ex : Mexique, Philippines), leur transfert d'argent Nord/Sud dépassant les budgets publics et des entreprises destinés aux actions humanitaires et de développement. A noter que pendant les crises, Western Union supprime le coût de transaction des transferts.

De nouveaux acteurs ont en outre fait apparaître un nouveau type de coopération Sud-Sud (par ex. Chine/Nigéria, Inde/Liban...).

Ne pas vouloir ou pouvoir tenir compte de tous ces changements et innovations est donc périlleux. Ce qui paraît chaotique et désorganisé d'un point de vue eurocentré ne l'est pas forcément sur le terrain des aides, en particulier dans le contexte urbain des quartiers populaires. On y reconnaît des systèmes mutuels, des logiques de solidarité, de troc, d'adaptation, de mixité, d'auto-construction, etc. totalement différents. A titre d'exemple, dans les bidonvilles, on habite, on construit et on emménage, contrairement aux villes du Nord où l'on construit et on habite ensuite. Ainsi la question des villes durables est une question importante où l'urgence existe, où les projets à long terme se construisent également mais, le plus souvent, en dehors des systèmes conventionnels. De même, les campements de réfugiés commencent dans l'urgence et se transforment en villes permanentes.

Entre urgence et développement, la temporalité devient floue, ces deux notions se rejoignant sur le terrain.

La division Nord/Sud est-elle encore valable ? Les grandes crises nous rapprochent de plus en plus : climatique, économiques, migratoires, des questions qui sont intrinsèquement liées à de nouveaux conflits. On assiste à présent à une redéfinition du rôle de l'Etat (par exemple aux Etats-Unis pour la création d'un revenu universel et le retour d'un welfare state protecteur) ; dans les pays du Sud, on observe chez les jeunes une résistance accrue aux régimes autoritaires. D'un point de vue optimiste, comment tenir le plus grand compte de tout cela, en particulier du rôle-clé des jeunes, dont les combats sont les plus risqués, alors qu'ils forment la catégorie démographique la plus numérisée ?





LES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE POUR L'URGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT

La COVID 19 a ajouté une contrainte supplémentaire à celles auxquelles les humanitaires ont l'habitude de faire face. Aujourd'hui, l'aide d'urgence s'inscrit dans la durée en cherchant à apporter des réponses structurelles aux besoins de la population. Mais les contraintes sont considérables et la réalité est souvent dure à traiter. Par exemple, on peut répondre en amenant de l'eau potable aux populations pour limiter la prolifération. En Haïti, c'est ce qui a été fait –et c'est d'ailleurs ce qui a été préconisé par le Professeur Renaud Piarroux : identifier un foyer de choléra, l'isoler et le traiter. En France, actuellement, une grande partie du secteur médical a oublié comment lutter contre les pandémies. La réponse adaptée à une crise sanitaire d'ampleur est qu'il faut être là, dans l'urgence, tout au début d'une épidémie. Ce sont les gens sur le terrain qui donnent l'alarme et répondent aux besoins. Ensuite, la réponse d'urgence n'est pas suffisante, il faut plus d'acteurs de développement pour réussir le relai.

Dans les pays du Sud, ils manquent trop souvent aujourd'hui. Les fonds ne sont pas toujours suffisants et les bailleurs hésitent à distribuer ces fonds qui permettraient de les inscrire dans la durée.

Dans le contexte anglais, un drame s'est joué pour les humanitaires lors de la fermeture en 2020 du Département pour le Développement International (DfID). Le nouveau bureau qui l'a remplacé a pour le moment une définition très floue des projets et du financement. Tout l'écosystème des alliances entre les acteurs est en crise. Le confinement dû à la pandémie mondiale aggrave une situation devenue déjà précaire.

Ainsi au Kenya, depuis un an, il y a une exportation des restrictions économiques observées en Europe. Désormais, 80% des gens qui travaillent dans le secteur marchand n'ont plus de ressources et sont durablement démunis à cause du confinement. De surcroît, celui-ci a été intensifié au prétexte d'une "criminalisation des mouvements de rue et de la protection des commerces" alors qu'il y avait très peu de cas de Covid mais en revanche une grande répercussion économique. Des systèmes informels se sont donc mis en place. N'importe quel organisme qui rassemble une communauté culturelle ou religieuse est utilisé pour vendre et l'on assiste à l'ubérisation du transport et de la livraison à domicile.

Il est vrai qu'en France, on observe également de telles adaptations.

L'aide mutuelle a été très présente durant cette année de crise : distributions quotidiennes, actions de petites associations, etc. Que ce soit dans le Sud ou dans le Nord, ces systèmes faits de petites associations et petits groupes sortent du circuit traditionnel.

Des propositions du Think Tank (Re)sources : ce qu'il serait envisageable à court terme

Protéger les équipes de terrain

Toutes les ONG sont désormais soumises à des questions de sécurité de plus en plus dramatiques. Avec les réseaux sociaux, il n'est plus nécessaire d'être sur place pour voir ce qu'il se passe.

En conséquence, certaines ONG choisissent de ne plus intervenir dans les zones devenues particulièrement dangereuses (Yémen, Syrie, Sud Soudan, pour donner des exemples récents...). Par ailleurs, la montée en puissance de la souveraineté des Etats et du nationalisme se cumule avec un refus de la « pensée occidentale ». Cette attitude risque d'être accompagnée à terme d'un rejet de la population au nom d'un dé-colonialisme. Une telle remise en cause de valeurs humanitaires à vocation universelle entraîne des tragédies où les personnels humanitaires deviennent des cibles (en témoigne le triste assassinat des employés d'ACTED au Niger en août 2020).

Un humanitaire utile est d'abord un humanitaire vivant et libre. Il est indispensable de protéger les intervenants de terrain et d'éviter de les mettre en danger.



Dépasser les modèles passés, être ouvert aux innovations adaptées

Il convient d'éviter les contradictions d'orientation des politiques d'urgence et de développement qui conduiraient à assiéger l'humanitaire en multipliant les contraintes rendant ses actions trop compliquées, voire impossibles.

Trois considérations devraient permettre de surmonter ces obstacles :

- Favoriser la déconcentration et la localisation des bénéficiaires des aides attribuées. Ce recours à des cadres interlocuteurs locaux est certes plus compliqué pour les bailleurs et institutions mais permettrait d'arrêter la tendance actuelle qui consiste à donner de plus en plus d'argent à de moins en moins d'ONG, éliminant ainsi la plupart des ONG du Sud rendues incapables de répondre aux critères exigés ;
- Accroître la précision des connaissances spécifiques du terrain en vue d'analyser le mieux possible les situations locales et d'adapter parfaitement les aides apportées
- Chercher une plus grande synergie entre les acteurs, qu'ils soient extérieurs ou locaux, dans tous les domaines. La priorité, c'est la complémentarité.

Ecouter le terrain, persuader les bailleurs. Et non l'inverse

Il y a progressivement une bureaucratisation de l'humanitaire. Ainsi au nom de la redevabilité, les individus en mission passent une grande partie de leur temps à faire du reporting sur la finance, les agressions sexuelles et d'autres questions importantes mais qui finissent par atténuer l'objectif principal qui est l'humanitaire. S'ajoute à cela désormais la question du criblage des bénéficiaires de l'aide, c'est-à-dire l'analyse des fonds octroyés par les bailleurs qui craignent les voir aboutir au profit de terroristes ou de narcotrafiquants. Cette suspicion exige un travail considérable.

Une autre contrainte fondamentale touche également au climat de confiance à établir. Les acteurs humanitaires travaillent sur la base du Droit International Humanitaire (Conventions de Genève et de la Haye).

A ce titre, ils peuvent agir partout. Le problème qui se présente aujourd'hui résulte du fait qu'en raison des lois contre le terrorisme, il leur faudrait établir des listes de tous les gens secourus. Cette exigence semble en contradiction complète avec le travail d'urgence à accomplir d'une part, avec les préceptes du Droit International Humanitaire d'autre part. C'est hors de question pour les humanitaires, à la fois par principe et aussi parce qu'obtempérer ferait cesser la confiance dont ils bénéficient et les mettrait en danger.

Pas de confiance, pas d'opération d'urgence possible, aucun développement imaginable par la suite. Il n'est pas envisageable d'oublier une telle séquence de médiation et de construction progressive de la paix et d'un développement réalisable. Ces objectifs ne doivent et ne peuvent s'établir sur une approche discrétionnaire et vindicative.

Assurer une continuité entre urgence et développement : travailler ensemble

La question du nexus urgence- développement, si elle est bien comprise et largement mise en oeuvre par les acteurs qui opèrent sur le terrain, n'est pas encore perçue à sa juste mesure par les décideurs, institutions et bailleurs financiers qui rendent possibles ces opérations.

Dès les années 80 pourtant, on s'est aperçu qu'il existait une zone grise non financée entre les deux notions bien que leur différenciation restât délicate. Ainsi, l'urgence est malheureusement souvent extensible : l'Afghanistan est, par exemple, en urgence depuis quarante ans. Il faut donc traiter, à tout le moins concevoir, les deux aspects du nexus en même temps. C'est un continuum qui permet d'opérer à la fois la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

Pour les bailleurs toutefois, il reste encore beaucoup à faire à cet égard. Il serait avisé que les bailleurs puissent mettre à disposition des moyens significatifs pour les sorties de crise, avec des budgets adaptés pluriannuels et flexibles. Un lien de type nexus ne peut pas s'établir sur un budget d'un an. L'AFD est parvenue à une telle conclusion ; sa contribution (Fonds Minka de 240 millions d'euros) reste cependant trop limitée au regard des besoins nécessaires.

“

En conclusion, il faut aussi (à défaut de dire surtout) arrêter de penser à “ce qu’on peut faire pour aider” car c’est une vision très linéaire et normative. Il est nécessaire de penser davantage aux alliances, essayer de travailler ensemble, voir où sont les convergences de nos systèmes. Il conviendrait également de réfléchir à la façon de “décoloniser la recherche”, en préférant co-écrire des projets de recherche.



Marché Idumota, Bologun, Lagos, Nigeria, Juillet 2019.



L'HUMANITAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT : UN SECTEUR ASSEZ PEU OUVERT AUX JEUNES ?

Beaucoup de jeunes, compétents et motivés, rencontrent dans la période présente de grandes difficultés pour trouver du travail. Pour ce qui concerne des opérations d'urgence et de développement sur le terrain, se pose la question d'utiliser les Français et les Européens dans l'humanitaire, au lieu de faire appel à des intervenants locaux. Or on recourt de plus en plus souvent à ceux-ci pour des raisons sécuritaires et surtout parce que c'est normal. Dans le cas d'ACTED, la stratégie est de prendre des gens qui n'ont pas une formation particulière. Ils sont préférés à des têtes bien faites et généralistes et aux "spécialistes mal spécialisés", trop théoriques avec peu de pratique. Les débouchés pour les plus jeunes sont donc difficiles car l'offre et la demande ne se correspondent pas. La situation sera plus équilibrée quand les ONG du Sud viendront aider le Nord. Dans l'immédiat, la surreprésentation européenne au Sud est délicate.

Chez Solidarités International, pour 5000 candidatures, il y a 500 recrutements annuels d'expatriés en France. Il s'agit de répondre à un besoin de gens spécialisés, d'ingénieurs expérimentés. La moyenne d'âge observée sur le terrain est de 32 ans. Il est donc plutôt difficile de partir en mission pour les plus jeunes. Il y a plus de demandes que de possibilités. Pourtant les ONG françaises figurent parmi celles qui ont le plus d'expatriés. Pour un expatrié, il y a dix nationaux chez Solidarités International. Ces équipes sont performantes. Les uns apportent aux autres ce dont ils ont mutuellement besoin pour être efficaces.

Il y a donc beaucoup de jeunes découragés. Malgré cinq ans de service social et civique, par exemple, leurs candidatures ne sont pas souvent retenues car peu considérées comme expérience de terrain, une exigence qui pourrait cependant être mieux explicitée.

Au final, beaucoup à faire. Mais les questions qui émergent aujourd'hui permettront sans doute d'apporter de nouvelles réponses aux attentes, à la fois plus innovantes et satisfaisantes.

A propos de (Re)sources

UN THINK TANK ENGAGÉ DEPUIS 2004 POUR L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

Né en 2004 à Libreville lors d'un colloque fondateur sur le droit à l'eau et à l'énergie, (Re)sources se dédie depuis plus de 15 ans à construire des cercles de réflexion et plaidoyers autour de l'accès aux services essentiels en Afrique et au Moyen-Orient.

Nous sommes conscients que la recherche et l'information sont essentielles pour appuyer des prises de décisions et des pratiques éclairées et durables. A travers des approches intégrées, nous souhaitons mobiliser l'attention des décideurs publics, entreprises et populations afin de promouvoir des solutions novatrices et pertinentes qui répondent aux besoins autour de ces services.

Nous rassemblons ainsi une centaine de contributeurs et 35 membres, tous issus de domaines variés, et dont les regards croisés permettent d'étudier les problématiques sous les angles réglementaires, urbains, environnementaux, économiques, sociaux ou encore sanitaires.

NOS VALEURS



L'accès à l'eau, à l'énergie et à l'assainissement est le catalyseur du développement humain



La bonne gouvernance est le préalable à toute action durable en faveur des services essentiels



Les droits d'accès aux services essentiels, désormais reconnus droits fondamentaux, doivent être transposés dans les juridictions nationales



<https://www.thinktank-resources.com>

